

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE BÉTHUNE – COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE**



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2026-753

**ARRÊTÉ PORTANT PERMIS DE CONSTRUIRE N° 062.178.26.00006 ET
AUTORISATION DE TRAVAUX N° 062.178.26.00016**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2131.2,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 07 février 2007, mis en révision le 12 septembre 2011 et rendu exécutoire le 18 mai 2015, modifié le 12 février 2016 et mis à jour le 12 février 2018,

Vu la situation du terrain en zone UH du PLU,

Vu le Plan de Prévention des Risques Miniers « du Béthunois » approuvé par Arrêté Préfectoral en date du 17 Novembre 2017,

Vu la demande de permis de construire présentée le 04 Février 2026, par la Ville de BRUAY-LA-BUISSIÈRE représentée par Mr Ludovic PAJOT, siégeant Place Henri CADOT à BRUAY-LA-BUISSIÈRE (62700) et enregistrée sous le n° PC 062.178.26.00006 et AT 062.178.2600016,

Vu l'objet de la demande consistant en :

- La construction d'un Club House sous un préau d'un vestiaire sportif,
- Sur un terrain sis 457 Cours Promenade Kennedy à Bruay-La-Buissière (62700),
- Repris au cadastre sous les références AI 639 et AI 99,

Vu l'avis de dépôt de la demande de permis de construire affiché en mairie dès le 04 Février 2026,

Vu le règlement du PPRM zone bleu (B2a) dont dépend la parcelle AI 639 (en partie), extrait ci-annexé,

Vu le règlement Départemental de Défense Extérieurs Contre Incendie pour le département du Pas-de-Calais,

Vu l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles – Service régional de l'Archéologie en date du 25 Février 2026, ci-annexé,

Vu l'avis d'Enedis en date du 04 Juin 2026, ci-annexé,

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane – service de l'eau potable et de l'assainissement en date du 12 Mars 2026, ci-annexé,

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois
collecte des déchets en date du 31 Mars 2026, ci-annexé,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Arrondissement de Sécurité portant l'avis favorable en
date du 02 Avril 2026, ci-annexé,

Vu le rapport d'étude d'un établissement recevant du public du SDIS (Service Départemental
d'Incendie et de secours) faisant suite à la Commission d'Arrondissement de Sécurité de
Béthune, en date du 02 Avril 2026, ci-annexé,

Vu le procès-verbal de la Sous-Commission Consultative Départementale d'Accessibilité portant
l'avis favorable en date du 23 Mars 2026, ci-annexé,

Considérant qu'aux termes de l'article L 421.6 du code de l'urbanisme : « le permis de construire
ou d'aménager ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions
législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la
nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions, et à l'aménagement de
leurs abords et s'ils ne sont pas incompatibles avec une déclaration d'utilités publique »,

Considérant qu'il convient obligatoirement de respecter les avis formulés par les divers services
consultés,

ARRÊTE

Article 1 : Le permis de construire ainsi que le dossier spécifique permettant de vérifier la
conformité des établissements recevant du public aux règles d'accessibilité et de sécurité
contre l'incendie et la panique sont ACCORDES sous condition du respect des prescriptions
émises par les différents services consultés.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent
arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal
administratif de Lille (5 rue Geoffroy de Saint-Hilaire, CS 62039, 59014, LILLE Cedex), dans un
délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département
et de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par
l'application Télérecours citoyens, accessible depuis le site www.telerecours.fr.

Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre de cette
décision est d'un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité
compétente vaut décision de rejet. Cette démarche ne prolonge pas le délai du recours
contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la notification. (L'absence de
réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Fait en l'Hôtel de Ville de Bruay-la-Buissière, le 01 Juillet 2026,



Mme Sandrine PRUD'HOMME

Pour le Maire, par délégation
L'adjointe déléguée à l'urbanisme



Remarques :

Taxes et Participations Financières :

- Le montant de la Taxe d'Aménagement sera notifié ultérieurement par la DGFIP.
- La participation au financement de l'assainissement collectif sera mise en recouvrement par le percepteur.

Observations Particulières :

La commune de BRUAY LA BUISSIÈRE est répertoriée au Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), mis à jour en 2003 par la Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive (CARIP) de la Préfecture du Pas de Calais, pour les risques suivants :

- inondations,
- mouvement de terrains,
- puits de mines,
- transport de matières dangereuses,
- risque de découverte d'engin de guerre,
- risque de tempête.

Il y aura lieu de s'entourer des précautions nécessaires.

Enfin, concernant les puits de mines, carrières souterraines, sapes et abris, il est recommandé au pétitionnaire de procéder à des sondages du sol afin de prévenir tout risque d'affaissement de cavités naturelles

Certifié exécutoire compte tenu de sa transmission en Préfecture le 03/07/2026 et de sa publication le 03/07/2026 conformément aux dispositions des articles L.2131-1 et R.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour une durée ne pouvant être inférieure à 2 mois.

Pour extrait certifié conforme au Registre

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.